Fracture numérique : vers un « Hacking social » ?

Résumé

La fracture numérique rompt l'unité sociale par une ségrégation selon les compétences en informatique, notamment dans le monde de l'emploi. L'aggravation insidieuse de ce phénomène planétaire freine hélas l'efficacité des grands programmes d'inclusion numérique.

Un renfort pourrait venir des initiatives spontanées d'acteurs plus modestes mais plus nombreux (particuliers, associations, collectivités territoriales...). Coordonner ces bonnes volontés avec un objectif collectif global supposerait déjà de définir un socle commun d'aptitudes en informatique, ainsi qu'en pédagogie et dans le domaine social. Le modèle performant des contributeurs en informatique libre pourrait alors guider une sorte de « hacking social ».

Cet article voudrait amorcer une réflexion sur l'utilité et la faisabilité d'un catalogue de repères en faveur d'une libre participation à l'inclusion numérique.


6' Intéressé, mais le temps presse? Lisez la suite *sans les annexes* en 6 minutes.


13' Envie d'en savoir plus? L'article *plus les annexes* se lisent en 13 minutes.


18' Accroché par le hacking social? 18 minutes *en ajoutant l'article* « Hacking éthique ».

Table des matières



Racines et mutations de la fracture numérique

- Une **fracture numérique** s’ouvre entre les inclus et les exclus du monde informatique, avec un impact fort sur l’employabilité. (➽ **Fractures**, annexe à lire en fin d’article).
- Pressentie par les pionniers de l’informatique (voir l’article « Hacking éthique, les hackers bienveillants [URL chez Archive.org] »), cette nouvelle source d’inégalités est combattue par de grands programmes d’éducation à **l’habileté numérique**, à la **culture numérique**, et à la **citoyenneté numérique** (➽ **Luttes**).
- La complexification du monde digital redéfinit la fracture numérique, ce qui risque de l’aggraver (➽ **Mutations**).

Une expérience locale contre la fracture numérique

Senior sans emploi, j’ai été admis il y a plus d’un an dans l’association d’insertion professionnelle Détours. À l’écoute de mes collègues, j’ai recueilli des témoignages parfois bouleversants sur les causes menant à l’exclusion. Dans tous les cas, la fracture numérique représente un facteur aggravant. Mais on ne l’évoque pas spontanément dans l’équipe, ou bien avec un petit rire de résignation, comme une fatalité de plus, contre laquelle on ne peut rien.

Dans le cadre d’un partage des compétences extra-professionnelles, j’ai été amené à exposer mon ancienne passion pour l’informatique devant mes collègues réunis. Leur intérêt a suscité un petit programme d’initiation au numérique, sur une quinzaine de séances. Après avoir trouvé et remis en état quelques vieux ordinateurs (déchetterie, fonds de placards…), les leçons ont pu commencer, basées sur la pratique au clavier et l’échange mutuel plutôt que sur des leçons magistrales.

Il y eut une suite imprévue. En autorisant les cours, l’encadrement avait, en quelque sorte, officialisé une petite place pour l’expression des doléances causées par l’omniprésente informatique dans les vies de tous, mes élèves et les autres autour. Sur le mode de l’échange informel lors des pauses, j’ai reçu quelques demandes de conseils numériques ponctuels ; d’abord rares et indirectes, puis en nombre croissant.

Plusieurs concernaient un accompagnement dans des démarches courantes sur ordinateur ; par exemple, numériser recto-verso une carte d’identité et l’expédier par courriel. D’autres pour remédier à un dysfonctionnement matériel ou logiciel (p. ex. plantage ou mise à jour problématique de Windows…). Ou bien des soucis passagers avec une application, l’imprimante

ou la box. Plusieurs questions sur comment choisir un ordinateur valable mais « pas trop cher ». Quelques demandes de prêt d'un ordi, le temps de préparer une formation qualifiante sur Internet. Et j'en passe…

L'abondance et la diversité de ces problèmes – exprimés par des néophytes ou des ordinautes[1] plus capables – sont révélatrices de notre dépendance collective à l'outil informatique ; avec le fort impact socio-professionnel que l'on connaît. J'ai alors senti que je ne pourrais me limiter à des réponses au cas par cas, mais inscrire mon action dans une démarche plus large et structurée. D'où une phase d'interrogations…

Interrogations numériques et résipiscence

Mon projet professionnel en informatique passe par des temps de formation et des stages en entreprises, sous l'égide de l'association d'insertion Détours. L'immersion dans le contexte réel m'a permis de constater le mal-être du public confronté aux technologies de l'information, mesurer le souci des médiateurs numériques vis à vis de l'accroissement des demandes, et percevoir le souci des informaticiens face à la complexification des systèmes et procédures.

On assiste à une sorte d'emballement dans le monde des ordinateurs ! Heureusement, avant que tout nous échappe, diverses options de « résipiscence » (retour à sagesse) sont probablement encore possibles.

Par exemple, agir en amont et ralentir la « dématérialisation » des services publics et des professions. À ce titre, j'ai pour maxime : *tout ce qui peut se faire sans ordinateur* devrait *se faire sans ordinateur*. Mais les décisions sociétales en la matière restent essentiellement entre les mains d'élites inaccessibles et surpuissantes, orientées par des intérêts financiers très décalés du bien commun.

Une autre approche considère qu'il n'est guère envisageable de revenir à un monde sans ordinateurs, mais sans doute encore possible d'en faire des outils d'émancipation plutôt que d'aliénation. D'où les grands programmes d'inclusion numérique, dont l'initiative émane du niveau *supranational* (Conseil de l'Europe, UNESCO…), *national* (CNNUM, ANCT…) ou d'*organisations non gouvernementales* (Emmaüs Connect).

Hélas, leurs actions d'instruction numérique se diffusent moins vite que les progrès incessants de l'informatique, et peinent à inculquer l'usage des dernières pratiques avancées (de plus en plus nécessaires dans le monde professionnel). Alors ? Faudrait-il se résigner à subir l'informatique, admettre un clivage social entre les spécialistes et les autres, ou même attendre un triomphe de l'intelligence artificielle ?

1 « **Ordinaute** » est un néologisme personnel non genré pour « utilisatrice ou utilisateur d'ordinateur (avec ou sans Internet) » ; son sens dépasse « internaute » (non valable hors connexion à un service en ligne) et se distingue de « mobinaute » (usage de *smartphone* et non d'ordinateur).

« Hacking social » , une simple formule

Je sais bien que de nombreuses structures sont très actives contre la fracture numérique. Pourtant, autour de moi, peu de personnes semblent en avoir bénéficié alors qu'elles en aurait probablement besoin. Or, je suis persuadé que tout est bon pour résister aux diverses formes d'exclusion informatique, y compris les *modestes initiatives personnelles*. Certes, elles ne sont que comme des gouttes d'eau larguées par des colibris pour éteindre un incendie. Mais, multipliées par un nombre suffisant de bonnes volontés, leur ensemble pourrait devenir un renfort utile aux acteurs officiels. Avec l'avantage d'une proximité immédiate vis-à-vis des bénéficiaires potentiels (on apprend plus volontiers de proche en proche…).

En prenant un peu de recul, cela m'a fait penser au mouvement du logiciel libre, par lequel des milliers de programmeurs passionnés sont venus en complément des développeurs professionnels pour mettre au point les logiciels libres dont le monde bénéficie aujourd'hui. Ces « hackers éthiques » sont, par essence, jaloux de leur indépendance, mais ils ont appris à structurer leur collaboration internationale autour d'un rigoureux cadre de travail en commun (codes de conduite, protocoles d'échanges, exigences de qualité…).

J'admire ce système de regroupement d'une multitude éparse de volontaires autour d'un projet bien défini. Ma thèse d'un « **hacking social** » repose sur la transposition du modèle fédérateur des « hackers » à une action « sociale » d'inclusion numérique. Le terme « hacking[2] » se rapporte aussi aux sérieuses compétences de ceux qui ont toujours eu « à cœur » d'offrir au plus grand nombre une informatique libre, simple, inclusive et émancipatrice.

Mes parallèles entre le hacking éthique et ma proposition de hacking social sont détaillés en annexe (➽ Hacking social). En voici les points clefs :

- Partage des savoirs : instruction à la citoyenneté numérique ;
- Indépendance : initiative locale non assujettie à une autorité officielle ;
- Coordination : harmonisation avec des principes globaux de qualité et de respect.

Ce n'est finalement qu'une application de la maxime « penser global, agir local », en acceptant les aléas de démarches issues du public pour le public, mais avec des garde-fous.

Bien entendu, je n'ai rien inventé, les participations spontanées à la diffusion de la culture numérique se pratiquent déjà… Partout et de tous temps, les gens d'expérience transmettent aux novices, par instinct social. J'ai juste assemblé deux mots pour qualifier cet élan naturel appliqué au monde numérique d'aujourd'hui, et le rendre plus visible. Resterait peut-être à en préciser les contours…

---

2 « **hacking** » : j'aurais préféré une dénomination francophone, mais l'équivalent méconnu « hackage » est trop entaché d'amalgames avec « piratage », tandis que l'anglicisme *hacking* reste encore relié au sens premier de « prouesses informatiques ». Dans un esprit comparable, j'écris « hacker » – à l'anglo-saxonne – plutôt que la recommandation officielle « hackeur » parce que l'anglicisme est « épicène » : il désigne autant la hackeuse que le hackeur.

Fait et à faire

La lutte contre la fracture numérique accumule déjà environ trente années d'expérience, et ce n'est pas ma petite formule « hacking social » qui changera grand-chose… Ma modeste ambition se limite à essayer de tirer parti de mes résultats, doutes et erreurs lors de mes séances d'initiation au numérique.

J'ai en effet perdu un temps fou à déterminer ce qu'il faudrait enseigner, à rédiger des tutoriels que je n'ai pas utilisés, à lire des centaines de pages indistinctement géniales ou abstruses sur l'inclusion numérique (ses intentions, ses structures, son évolution…), à acquérir des compétences tantôt indispensables tantôt douteuses...

Par chance, les conditions favorables de mon projet d'insertion ont permis que je ne me décourage pas. J'aimerais qu'il en aille de même pour toute personne désireuse de participer au mouvement d'inclusion numérique, tout en restant dans son domaine habituel, dans de modestes associations, de petites collectivités territoriales (notamment rurales), ou même au sein de cercles amicaux et familiaux.

Quand je me suis lancé, j'aurais aimé trouver, *rapidement et simplement*, une synthèse de ce qu'il faudrait pour commencer : les *documents fondamentaux* sur les enjeux, des *recettes pratiques* directement applicables, une *liste des savoirs* à transmettre, les erreurs à éviter…

C'est pourquoi j'occupe désormais un reliquat de temps disponible à collecter les meilleures références à jour sur l'inclusion numérique, en tirer les passages essentiels, reformuler plus simplement le jargon informatique et technocratique, recueillir les attentes des victimes de la fracture numérique, faire l'inventaire des compétences nécessaires pour participer… J'escompte organiser et publier cela un jour, en contribution à l'effort collectif, avec l'espoir que cela puisse aider d'autres bonnes volontés à :

1. *s'évaluer*, afin de mesurer leur capacité à prendre part ;
2. *compléter leurs aptitudes* numériques, pédagogiques et sociales ;
3. *dispenser une initiation* suffisante à une autonomie numérique de base ;
4. *répondre simplement aux interrogations* fréquentes des apprenants.

Avant tout, j'ai besoin des avis des internautes, déjà pour savoir si mon travail est utile ou non, et si d'autres l'on déjà accompli !

S'il convient que je poursuive sur cette voie, je serais ravi de recueillir témoignages et conseils. D'où cette liste non exhaustive de questions à la communauté :

Avez-vous déjà eu envie de prendre part à la lutte contre la fracture numérique, de façon individuelle ou dans une petite structure ? Avez-vous renoncé, et pourquoi ? Avez-vous pu vous lancer, et comment (de manière isolée ou en rejoignant une organisation plus importante) ? Avez-vous trouvé des statuts, des financements ?

Comment évaluer les avantages et inconvénients potentiels d’un « hacking social » ? Si le positif l’emporte, comment le promouvoir ? Si le négatif domine, comment dissuader un gaspillage d’énergie dans des élans spontanés ? S’il s’avère que le « hacking social » fonctionne déjà, silencieusement mais efficacement, comment partager son expérience ?

J’attends vos commentaires avec impatience !

ANNEXES

Fractures

L'informatique, pivot majeur de la société moderne, conditionne aujourd'hui la participation des citoyens à leur vie sociale et professionnelle. Par exemple, le concept d'administration électronique aboutit à une dématérialisation croissante des démarches administratives, si bien que chaque citoyen devrait savoir tout gérer « en ligne ». Par voie de conséquences, bon nombre de personnes qui menaient jusqu'alors leurs déclarations sur formulaire papier, en pleine autonomie et discrétion, se retrouvent en situation « d'illectronisme » par manque de savoir numérique. Pour les aider, différentes structures comme les Espaces France services proposent un accompagnement personnalisé ; mais ce palliatif n'offre qu'un faible réconfort aux personnes déchues de leur indépendance administrative.

Le problème est plus crucial encore dans le secteur professionnel, où l'ordinateur devient presque incontournable à plusieurs niveaux. Citons la recherche d'emploi sur les sites dédiés, la rédaction d'un CV au moyen d'un traitement de texte, l'inscription à une candidature en ligne, la participation à un réseau professionnel comme LinkedIn, les outils de collaboration en ligne…

On ne discutera pas ici de la validité de ces choix sociétaux. Constatons simplement un état de fait : vivre sans l'informatique dans la société moderne devient difficile, surtout dans le domaine professionnel. Or, une portion non négligeable de la population reste à l'écart des nouvelles technologies de l'information, et se trouve donc en désavantage par rapport aux plus chanceux en ce domaine. La « fracture numérique » est le fossé qui sépare les inclus et les exclus du fait de leur bon usage ou non des outils informatiques.

D'après les spécialistes, la **fracture numérique** se décline sous deux formes:

1. **Fracture numérique de premier degré**, due à une **impossibilité d'accès aux ressources numériques**: absence d'équipement (souvent pour raisons pécuniaires) ou défaut de connexion fiable (logement en zone blanche, manque d'infrastructures à proximité, coût trop élevé des abonnements à Internet).
2. **Fracture numérique de second degré**, du fait d'un **manque de compétences numériques**. Les raisons sont nombreuses; par exemple, un âge avancé peut décourager de se lancer dans un apprentissage fastidieux; ou bien par refus de se prêter à une emprise excessive du numérique sur les personnes.

L'annexe « Luttes » résume diverses tentatives de lutte contre la fracture numérique, avec un certain succès contre celle de premier degré. L'annexe suivante, « Mutations », déplore l'aggravation de la fracture de second degré…

Luttes

La fracture numérique fut pressentie par les pionniers de l'informatique bien avant l'apparition du mot (voir l'article « Hacking éthique, les hackers

bienveillants »). Plus tard, dans les années 1990, lorsque la micro-informatique a commencé à se répandre dans les foyers, et promettre de nouveaux modes d'information et de consommation (époque du « Web documentaire », dit Web 1.0), diverses grandes organisations — gouvernementales ou non — ont compris qu'il fallait inculquer des **habiletés numériques**, c'est-à-dire les bases de l'*utilisation pratique* d'un ordinateur (clavier, écran, enregistrement de fichier, dossiers…).

Puis, dans les années 2000, tandis que le Web se structurait et proposait une palette de services jusqu'alors insoupçonnables, les observateurs de la société ont jugé nécessaire d'instruire les internautes d'une forme de **culture_numérique**. Il s'agit alors de *savoir ce qui est possible* sur Internet, comment se comporter avec les outils disponibles, et en connaître les limites.

L'engouement pour le numérique était alors à son comble. On encensait le « Web 2.0 » en tant que Web communautaire permettant une grande interaction des internautes, entre eux et avec les contenus. Les progrès techniques et la baisse des prix atténuaient la fracture numérique de premier degré. Tout semblait promis au succès d'une nouvelle société numérique. Pourtant, certains effets pernicieux de l'hégémonie informatique se manifestaient, dont la manipulation de l'opinion par de fausses rumeurs, l'incitation à participer à n'importe quels réseaux_sociaux rien que pour préserver son sentiment d'existence sociale, le danger constant d'atteintes à sa réputation en ligne, le pillage des données personnelles ou l'usurpation d'identité , la multiplication d'arnaques ou de piratages, la captation de l'attention et les manipulations d'opinion à vaste échelle…

Parallèlement, les sociétés ne pouvaient plus dénier le pouvoir addictif des écrans, ni leur impact collectif, notamment sur les plus jeunes. En effet, les informations représentent une nourriture aussi attirante pour les yeux qu'un gâteau pour la bouche ! Avec Internet, l'humanité semble s'être dotée d'un équivalent de système nerveux de dimension planétaire (le « village global » des internautes). Mais à peine les réseaux numériques se sont-ils mis en place que chacun s'est rué sur la manne informationnelle à en devenir accro, donc sans prise de recul… Ce risque fut majoré par divers profiteurs, toujours prêts à manipuler toute forme de dépendance pour en tirer une domination quelconque sur autrui. C'est ce que l'on observe notamment avec le « l'économie de la surveillance », qui scrute les activités des internautes afin de mieux cibler des publicités fortement monnayées.

Aux environs de 2010, l'urgence d'un retour à plus de raison se fit sentir plus fort que jamais. Diverses instances nationales ou supranationales, comme le Conseil de l'Europe, se sont alarmées de la situation et ont envisagé une forme de **citoyenneté numérique** offrant à chacun la possibilité de mieux participer aux affaires de la cité, de manière éthique et responsable. Il ne s'agit plus alors d'accumuler seulement des savoir-faire, mais de les coordonner pour acquérir un « savoir être » en ligne, en développant notamment le **sens critique** (aujourd'hui menacé par diverses factions). Ce bagage numérique minimal

d'un citoyen éclairé – un peu dans l'esprit des « humanités[3] » du siècle des lumières – est assez bien résumé dans le Manuel d'éducation à la citoyenneté numérique.

Cet impératif éducationnel se décline sous divers avatars, comme l'initiative Pix, proposée dans le parcours scolaire et étudiant, et introduite récemment chez France travail. Ou bien la composante numérique ajoutée aux compétences professionnelles des qualifications CléA ou CQP. Et puis la contribution active et soutenue de Emmaus Connect.

Mutations

Après plus de vingt années d'efforts contre la fracture numérique, celle-ci s'est estompée sur plusieurs points. Par exemple, l'accès aux outils numériques a été facilité par la baisse du prix des équipements et des abonnements, ou bien par des programmes de subventions, de prêts ou de dons aux moins favorisés. Parallèlement, de meilleures connexions à Internet se sont développées par le haut débit et la fibre optique. Par ailleurs, de nombreuses initiations à l'usage du numérique ont été dispensées.

Malheureusement, dans le même temps, la fracture numérique de second degré (les compétences) s'est transformée. Les savoirs de base ne suffisent plus, ou alors juste pour « surfer en ligne » de façon passive, faire des achats sur Internet, zapper de vidéo en vidéo, se couler dans le flux des réseaux sociaux… Mais un usage rationnel du monde digital réclame plus que cela aujourd'hui. Il faudrait bien connaître les atouts et les défauts de l'infonuage (*cloud*), savoir ce qu'est la protection par VPN, maîtriser les gestionnaires de mots de passe, user de l'intelligence artificielle sans la subir…

Il devient aussi indispensable de savoir résister à la « pollution informationnelle » qui sature l'écran de données non sollicitées, de se méfier de l'hameçonnage et autres dangers des communications électroniques… Bref, puisqu'une définition possible de *l'information* est « ce qui met *en forme* notre pensée », l'internaute désireux de conserver son sens critique est amené à développer une sorte de **discernement informationnel**. Ce qui suppose de savoir résister aux publicités, modes et poncifs omniprésents, et donc oser ne pas « faire comme tout le monde ».

On admet aujourd'hui que la rapidité d'évolution de la société contrait chacun à *apprendre tout au long de sa vie*. Cela devient hélas difficile dans le domaine informatique, qui est si complexe et labile (en changement permanent). D'où

3 Il est ici question des « humanités » classiques, en tant que *lectures formatrices de l'esprit*, et non de l'appellation ambiguë « humanités numériques », qui désignerait essentiellement les sciences humaines numérisées. Une approche parallèle considère que la maîtrise des « lettres » est indispensable pour accéder à la *littérature* des grands auteurs de l'humanisme ; et l'on nomme « **littératie numérique** » l'ensemble des compétences en lecture, écriture, informatique ainsi qu'en manipulation raisonnée et critique des informations. L'enjeu repose alors sur une forme d'*alphabétisation* élargie au numérique, avec pour objectif « d'assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie » (quatrième des dix-sept Objectifs de développement durable de l'ONU). I

une menace croissante de discriminer la population entre ceux qui maîtrisent *parfaitement* le numérique et tous les autres. Même des experts en informatique commencent à reconnaître que la spécialisation croissante de leur discipline oblige à se tenir à la pointe des dernières avancées, sous peine de décrocher et se faire rapidement distancer!

Hier, l'illettrisme mettait sur la touche, notamment dans l'univers professionnel ; aujourd'hui, c'est l'illectronisme. Dans un avenir très proche, ce pourrait être un manque d'expertise avancée en informatique. D'ailleurs, on le voit déjà… Dans nos ordis et nos téléphones apparaissent tous les jours de nouvelles fonctionnalités à découvrir et *maîtriser* si on veut rester dans le bain. On le sent particulièrement dans les nouvelles formes d'échanges (réseaux sociaux, vidéoconférences, …). Et l'irruption de l'intelligence artificielle n'arrange rien en bouleversant nos rapports avec l'ordinateur, donc avec l'information, support de nos pensées. Les métiers fondés sur les savoirs et leur transmission (communication, enseignement, décision, expertise…) en sont particulièrement affectés. Les conséquences seront-elles aussi radicales que l'intrusion, jadis, de la machine outil dans le secteur des métiers traditionnels ?

Et c'est justement parce que les mutations numériques affectent l'emploi et la vie quotidienne qu'il est devenu essentiel de s'adapter pour ne pas se faire exclure. La fracture sociale ne s'est pas vraiment réduite ; elle s'est déplacée, en mettant la barre plus haut…

Hacking social



Cette annexe détaille mon choix de faire référence aux hackers, qui furent d'entre les premiers à s'alarmer d'une possible fracture numérique. Plus précisément, j'évoque les « hackers éthiques », en m'inspirant de leurs protocoles et règles morales nécessaires pour coordonner de vastes contributions internationales à des logiciels libres (lire l'article « Hacking éthique, les hackers bienveillants »).

Je paraphrase alors quelques points clefs de « L'éthique_des_hackers », et je les transpose à la lutte contre la fracture numérique :

- *Les hackers considèrent que toute information est libre par essence ; d'où un souhait d'accès total, illimité et à faible coût aux informations et aux ordinateurs. Les hackers valorisent l'informatique pour améliorer l'existence de tous.* Ces deux phrases de l'éthique des hackers sont tout à fait représentatives du souhait d'inclusion numérique pour le plus grand nombre.

- *Les hackers se font un devoir de partager l'information, le savoir-faire, les logiciels et toutes les ressources informatiques.* En m'inspirant des « codes de conduite » des hackers éthiques (leurs règles morales de collaboration), j'étends ce principe à la nécessité de savoir collaborer, partager l'expérience, communiquer de façon respectueuse et transparente (nétiquette…) aussi bien en interne qu'avec les autres acteurs locaux (associations, collectivités territoriales, ressourceries…). Une responsabilité de formation continue en découle, dans les domaines numérique et social, de façon à rester en phase avec les programmes officiels.
- *Les hackers utilisent l'ordinateur comme art créatif au service de la beauté*. On peut élargir ce principe à l'idée que tout enseignement diffusé par le hacking social devrait privilégier un savoir utile à la connaissance et à la créativité et non servir la consommation passive… Le hacking social ne peut donc se limiter à enseigner les habiletés numériques, mais déboucher sur la notion de citoyenneté numérique, éthique et responsable (voir l'annexe Luttes).
- *Les hackers sont reconnus comme tels de par leurs seules compétences […]*. Je transpose ce point en considérant qu'un « hacker social » devrait posséder un niveau de compétences informatiques suffisant pour répondre à un large éventail de questions pratiques ; y compris la maintenance élémentaire du parc informatique d'une petite structure.
- La règle précédente se termine en fait par « … *sans aucun autre critère de sélection ou d'exclusion* ». Ce que j'adapte en l'impératif pour un hacker social d'avoir une approche souple des diverses singularités et difficultés rencontrées par les personnes frappées d'exclusion numérique.
- *Les hackers sont opposés à toute forme d'autoritarisme et de centralisation*. Le hacking social se veut une initiative indépendante, complémentaire des grands programmes qu'elle ne concurrence pas, et ne devrait donc subir aucune tentative de récupération d'aucune sorte. On reste en accord avec la maxime « penser global, agir local », en s'en tenant à des initiatives modestes, à l'échelle humaine, mais coordonnées par des règles plus générales.

J'ai conscience que tout ceci fait beaucoup… Mais pas forcément trop puisque l'idée première consiste simplement à recenser les compétences numériques et sociales minimales afin de servir de guide aux bonnes volontés motivées par une forme de *solidarité numérique*. Pas question donc de rebuter d'éventuels contributeurs à cause d'un cahier des charges intenable ! Il s'agit juste de donner un minimum de cohésion à un ensemble de participations dispersées, mais sans créer d'organisme centralisateur ; simplement par la diffusion de quelques repères pratiques permettant de s'évaluer, compléter sa formation et participer humblement. En concordance donc avec la philosophie de l'informatique libre.

Je conclue cette annexe par un rappel à la modestie : mon expression « hacking social » n'est qu'une mise en mots. Par conséquent, prendre part à

l'inclusion numérique ne devrait pas autoriser à se prétendre « hacker », car ce titre suppose d'être ainsi reconnu par ses pairs, dont le niveau de compétences est vraiment très élevé ! Au mieux, la qualification abusive « hacker social » pourrait être un synonyme de « apprenti hacker éthique »…

Mots-clefs : #HackingSocial #FractureNumérique #InnovationSociale #CompétencesNumériques #CommunautéDeContributeurs